

MAI 2012

# Etude portant sur les biffins en Ile de France

## Cartographie des lieux de vente et conditions de vie

### Synthèse du rapport définitif

#### Sommaire

	Introduction.....p. 2
A	Conditions de mise en place de l'étude.....p. 2
B	Un phénomène parisien.....p. 2
C	Cycle de l'objet.....p. 3
D	Définition de la biffe.....p.4
E	Espaces marchands et socioculture de la biffe.....p.4
F	Le rapport à la ville et aux territoires.....p.4
G	L'économie du recyclage....p.5
H	Des pistes à développer.....p.5
	Conclusion.....p.7

#### MARCHE PUBLIC N° 1100292 LOT N° 1 et 2

#### Commandité par la Région Ile-de-France

Unité Société

Direction du développement social,  
de la santé et de la démocratie régionale

#### Chercheurs

Stéphane Rullac, Chef de projet  
Hugues Bazin, Sociologue  
Mehdi Semchaoui, Cartographe S.I.G.  
Christian Weiss, Biogéographe

#### Membres du Pôle Insertion de l'association Aurore

Yvan Grimaldi - Pascale Chouatra  
Sylvie Gomes - Nadine Chambert  
Guillaume Muñoz

## Introduction

La résurgence d'une pratique de récupération-vente sous la forme de « marchés biffins » dans la région Île-de-France ne peut être séparée des conditions de précarisation de la population. Cette économie informelle demeure un complément de ressources pour les personnes vivant en dessous du minimum de pauvreté comme certains retraités, invalides, sans-domicile, nouveaux migrants... Cependant la biffe ne peut se réduire à des « marchés de la misère ». Sa filiation avec les chiffonniers (plusieurs dizaines de milliers encore au début du 20<sup>e</sup> siècle) et sa proximité avec les Puces, dont elle partage le même cycle de l'objet d'occasion, nous rappellent que ces espaces marchands sont la partie visible d'un circuit économique qui était intégré avant sa mécanisation à

l'industrie du recyclage. La biffe et ses acteurs appartiennent dans ce sens à un écosystème historique et actuel, incluant les questions de la ville (gouvernance, attractivité des territoires, maîtrise d'usages des espaces publics) et du développement économique (place d'un écodéveloppement et reconnaissance des compétences de ses agents recycleurs). Si l'entrée dans la biffe est souvent liée à une rupture sociale et/ou économique, y rester est un choix poursuivant d'une autre manière une sociabilité et une professionnalité. Les biffins forment en cela une socioculture qu'il nous appartient d'appréhender globalement comme une dynamique collective, non simplement sur un plan individuel au cas par cas.

## A- Conditions de mise en place de l'étude

L'approche qualitative de l'étude sous la forme d'une vingtaine d'entretiens non-directifs et de récits de vie offre la possibilité de manière fine d'entrer dans la complexité des parcours d'expérience, tout en préservant l'intégrité et la cohérence de ces cheminements. Par leur richesse et leur diversité, ces parcours sont représentatifs des problématiques de la société contemporaine. Cette richesse a été mise en valeur par l'analyse de contenu qui a structuré la rédaction du rapport d'étude. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un échantillon représentatif en termes quantitatifs, la diversité des profils sociologiques rencontrés couvre l'étendue des questions soulevées par les biffins : 57% d'hommes, 43% de femmes, âgés entre 32 et 72 ans (moyenne 52 ans) dont le pays d'origine est par tiers : France, Afrique, Europe de l'Est et reste du monde. Si

la description de la situation sociale est celle d'une grande précarité, ce constat est à moduler en fonction des ressources développées par le réseau de la biffe. Nous avons touché autant des nouveaux que des anciens biffins. Un tiers habite en banlieue et la majorité se déplace entre les différents marchés pour y vendre principalement des vêtements et des objets usuels. Nous nous sommes introduits dans le réseau des biffins par le jeu d'interconnaissances des espaces marchands. Nous avons ainsi circulé entre les principaux marchés biffins parisiens, selon une logique, par cercles concentriques en réseau qui permet de rencontrer des personnes aux profils suffisamment variés : Porte Montmartre, Barbés, Belleville-Ménilmontant, Porte de Vanves-Didot, Porte de Montreuil-Bagnolet.

## B- Un phénomène parisien

Les marchés parisiens investigués ne nous ont pas renvoyé au-delà des portes de la capitale. Cet état de fait est confirmé par les entretiens réalisés, aussi bien auprès des principaux intéressés que des personnes ressources. En revanche, la cartographie (lot 1) a montré qu'il existait en banlieue des récupérateurs-vendeurs (16 % de la population totale observée, soit 107 fripiers, 60 vendeurs à la sauvette et 173 biffins), qui se situaient essentiellement en moyenne couronne au Nord et Nord-Est de Paris. Nous avons donc investi spécifiquement des marchés populaires traditionnels en banlieue, en utilisant une méthode plus classique d'enquête sociale, sur la base des relevés d'observation cartographiques. Nous avons observé

les marchés suivants, Stains, La Courneuve, Sarcelles, Vitry-sur-Seine, Clichy-sous-Bois, Noisy-le-Grand, Bagnolet, et Montreuil, parce qu'ils présentaient la double caractéristique de se situer en dehors de Paris et d'avoir été diagnostiqué comme intégrant des biffins et des fripiers. Les équipes ont alterné deux types d'observateurs pour associer l'ensemble des compétences disponibles au sein de notre équipe pluridisciplinaire ; à savoir les chercheurs et les professionnels intervenant sur le Carré des Biffins. Cette approche ne nous a pas permis de retrouver les biffins qui ont été observés par le lot 1 ; ni en groupe ni de manière isolée. Les entretiens avec les placiers, les forces de police et les vendeurs ont montré que

toutes velléités d'installation de ces récupérateurs vendeurs étaient strictement empêchées, selon les volontés municipales. Les biffins sont *persona non grata* sur les marchés municipaux, que ce soit à Paris ou en banlieue, même si certains tentent malgré tout de s'implanter aux marges du marché. Nous pensons que l'été, période où ont été observés les biffins par le lot 1, constitue un espace-temps plus permissif du fait de l'absence des vendeurs forains habituels. De plus, comme en témoigne la disparition du marché de Bagnolet (seul marché dédié exclusivement à la biffe en dehors de Paris), la répression s'est accrue depuis en direction de ces récupérateurs vendeurs. A ce jour, nous pouvons affirmer qu'il n'existe pas des marchés organisés de la biffe en dehors de Paris, ni même de vente de la biffe isolée de manière stable.

Ces démarches de terrains spécifiques confirment la teneur des échanges que l'approche en réseau a permis de restituer. Il n'y a donc pas de biffins en dehors de Paris de manière stable, que cette vente soit organisée collectivement ou individuellement : les fripiers de type récupérateurs vendeurs sont des exceptions et les biffins ne sont pas tolérés collectivement, même s'il est possible que certains tentent individuellement et régulièrement de s'immiscer dans des marchés municipaux. Parfois, ils y arrivent pourtant, de manière exceptionnelle et temporaire pendant les périodes estivales ou de grand froid. La récupération vente est à ce titre un phénomène culturel parisien, historiquement et de manière contemporaine.

## C- Cycle de l'objet

Ce qui réunit tous les membres de la famille des récupérateurs-vendeurs, c'est le cycle de l'objet. Effectivement, l'objet à plusieurs vies. La première correspond aux raisons de son achat à l'état neuf, puis il perd de son utilité ou de son affectivité pour finir relégué, oublié, rejeté avec le statut de « rebus ». C'est alors que commence une seconde vie potentielle, une fois récupéré, pour être reconditionné ou reclassé comme les objets de collection. La différence entre biffin et brocanteur se situe donc moins sur le plan de la nature de l'activité que du type de statut économique. Ce n'est pas le profil social de la personne, mais son intégration dans le cycle de

l'objet d'occasion qui participe à sa reconnaissance aussi bien par ses pairs que par les acheteurs. Catégoriser les personnes semble dans ce sens moins pertinent que comprendre comment fonctionne ce cycle. Détaillons synthétiquement maintenant plusieurs critères qui représentent les déterminants du cycle de l'objet.

En fonction du facteur retenu, il est possible de rapprocher ou d'éloigner deux catégories différentes et ainsi de dresser différemment les contours des types de « famille » de catégories de récupération-vente. Présentons les caractéristiques de la biffe, telles que nous les avons retenues.

Les éléments constitutifs du cycle de l'objet de la récupération-vente	
<b>Étal</b>	Manière de présenter les objets pour la vente. Celle-ci est liée à la nature de l'espace dans lequel se trouve le marché et au statut du marchand
<b>Durées du circuit</b>	Durée entre l'acquisition et sa destination. Elle est liée à la constitution de l'espace marchand, tout particulièrement sur le fait de pouvoir entreposer ou non les objets, et ralentir ainsi le cycle en « résistant » à l'urgence de la vente. Ce cycle peut se calculer en heures (très court), en jours (court), en semaines (moyennement long) ou en mois (long).
<b>Statut de vente</b>	Statut du vendeur (déclaré juridiquement ou non) et le statut de la place (officielle patentée ou non).
<b>Origine de l'objet</b>	Type de fabrication de l'objet avant son entrée dans le cycle.
<b>Classe de circuit de l'objet</b>	Mode d'existence de l'objet suivant qu'il soit exposé, donné, jeté, vendu comment et par qui. Il définit son statut. Comme il existe des classes sociales pour les individus, il existe aussi des classes de circuit de l'objet propre à sa « vie sociale ». La classe de l'objet ne décrit donc pas simplement la nature ou le type d'objet, mais la qualification de son cycle entre son approvisionnement et sa destination.
<b>Type d'approvisionnement</b>	Moyens de se procurer les objets vendus.
<b>Destination</b>	Vie sociale de l'objet une fois passé par l'espace marchand.

## D- Définition de la biffe

La biffe décrit le circuit de recyclage des objets, de la récupération à la vente en passant par la mise en état et l'espace de transaction. C'est à la fois une expérience individuelle souvent proche de l'esprit du travailleur indépendant, qui rejoint une expérience collective du marché. La biffe croise donc une dimension humaine, spatiale et économique. Elle décrit une personne en situation de faibles ressources assumant une gestion de l'incertitude en ayant comme activité complémentaire ou principale le recyclage d'objets et matériaux usuels usagés et abandonnés. Elle développe une culture historique du geste par la recherche déambulatoire et le savoir-faire du tri sélectif ainsi qu'une sociabilité sur les lieux de vente plus ou moins formalisés côtoyant les marchés traditionnels. Elle s'insère ainsi par un système d'échanges, négociations, transactions dans une

écologie urbaine comme économie du lien et de la réciprocité. Les biffins adoptent la forme « marché », c'est-à-dire une forme éco systémique assez complexe, souvent en continuité de marchés déjà existants (puces, marchés populaires) et nécessitant la mise en présence d'un groupe relativement important d'individus. Comme les brocanteurs, les biffins sont autant des récupérateurs-vendeurs que des revendeurs. Ils passent une partie de leur activité à dénicher des objets qu'ils remettront en vente sur les mêmes marchés. Nous pourrions alors définir le biffin comme une personne en situation de faibles ressources assumant une gestion de l'incertitude en ayant comme activité complémentaire ou principale le recyclage d'objets et matériaux usuels usagés et abandonnés. Il propose à la vente des objets présentés à terre, exposés sur une bâche.

## E- Espaces marchands et socioculture de la biffe

Les espaces marchands biffins renvoient moins à un « problème social » qu'à une question sociétale. Effectivement, ils constituent un des rares lieux neutres permettant d'accueillir en ville une si grande diversité socioculturelle dans un rapport ritualisé et égalisé par la médiation de l'objet, puisque le but de tous est de vendre et d'acheter dans les meilleures conditions possibles. Mais ces espaces marchands ne se résument pas à la simple transaction de l'offre et de la demande, ce sont aussi des espaces de sociabilité et de socialisation. C'est ce que recherchent les personnes à la retraite ou ne pouvant plus travailler, être utile, s'occuper, rencontrer, mais aussi les nouveaux migrants ou les sans-domiciles. Pour eux, ce type d'espace est un des points de passage

incontournable vers une intégration économique ou encore une manière d'assumer un mode de vie indépendant. Outre cet aspect intégratif, les espaces marchands sont la partie émergée d'un maillage de relations en réseau. Si les biffins ne constituent pas une « communauté » à l'instar des chiffonniers d'antan, nous pouvons les considérer comme une minorité active. Cette capacité de s'appuyer sur son parcours d'expérience et d'échanger dans des nœuds de relations forme un véritable capital social. Certains biffins deviennent des points de repère pour d'autres ou des animateurs d'associations sur lesquels il est possible de s'appuyer dans la gestion des espaces marchands.

## F- Le rapport à la ville et aux territoires

Les espaces intermédiaires de l'économie informelle dans lesquels se placent les marchés biffins appartiennent à l'histoire de la ville. Ils ont toujours constitué des « sas » entre anciens résidents et nouveaux migrants, entre centre patrimonial et périphérie laborieuse. Ce rapport attractivité / éloignement s'est évidemment déplacé avec l'accroissement de l'agglomération parisienne et l'évolution des formes économiques. La gestion des emplacements des marchés biffins ne peut être la même que celle des marchés de quartier et doit

prendre en compte ces aspects d'un développement à l'échelle régionale. Ainsi, les questions de sécurité, de propreté, d'emplacement peuvent être insérées dans une nouvelle conception de la gouvernance des territoires, dans le sens d'une coresponsabilité négociée entre les différents protagonistes sur la maîtrise d'usage et la qualité d'usage des espaces publics. Dans tous les cas, l'instabilité et la répression des espaces marchands génèrent des perturbations de cette activité, qui n'aident pas à son organisation d'une manière durable. Ce ne sont pas des greffons

étrangers, ils participent en tant qu'espaces intermédiaires à l'évolution du corps urbain. Des emplacements complémentaires respectant cet équilibre urbain seraient à trouver en région et ainsi

faciliteraient une régulation de la circulation des biffins entre les marchés plutôt que de concevoir chaque emplacement séparément.

## G- L'économie du recyclage

Jusqu'au début du 20e siècle, la récupération de la biffe était intégrée dans l'économie du recyclage. Il existait en cela une synergie entre ville, industrie et recyclage. La mécanisation de la récupération, l'industrialisation du traitement des déchets, le politique hygiéniste ont progressivement exclu les récupérateurs-vendeurs qui sont alors devenus tributaires de l'aide sociale. Constatons cependant que le tri sélectif fonctionne plus ou moins bien et n'évite pas qu'un nombre d'objets encore utiles parte à la destruction. Ce constat nous rappelle que le rapport aux déchets n'est pas simplement une question technico-industrielle, mais aussi humaine. Il s'agit donc de repenser le cycle de l'objet comme un

écosystème : de son mode de récupération (poubelles, conteneurs) à son mode de distribution (les marchés, vides-greniers, halles) en passant par les possibles étapes de stockage ou de transformation (« ressourceries ») et de la valorisation esthétique des espaces marchands intégrés à la ville (conceptions des étals, tourisme culturel). Ainsi le recyclage peut générer une économie profitable à la ville au-delà du cycle lui-même tout en s'appuyant sur l'esprit entrepreneurial des biffins, refusant eux-mêmes d'être considérés comme assistés ; cette revendication pose la question de la reconnaissance juridique de ce type de vente.

## H- Des pistes à développer

Ce rapport donne un aperçu de toute la richesse et de toute la complexité des problématiques engagées par les récupérateurs-vendeurs et l'économie du recyclage. Tous ces éléments confirment que les espaces marchands se placent plutôt du côté de la « solution » que du « problème ». Ne pas s'appuyer sur ces espaces, leur cycle et leur réseau, nous priverait de la compréhension du processus

socioéconomique sous-jacent et de la capacité de poser des alternatives, particulièrement en termes d'innovation sociale, de gouvernance des territoires et d'écodéveloppement. Il s'agit donc en même temps de forger de nouveaux outils conceptuels, méthodologiques et opérationnels pour accompagner ce mouvement. Nous résumons ici quelques éléments de proposition invitant à approfondir plusieurs pistes.

### 1. Pour une économie intégrée

Nous ne pouvons pas séparer la biffe d'une économie du recyclage, elle-même intégrée à une problématique urbaine. Cela commence par favoriser la récupération et le tri sélectif. L'aménagement d'espaces intermédiaires entre les espaces collectifs des immeubles et l'espace public de la rue pourrait prendre la forme de mini-points de collecte de proximité, avant que l'objet abandonné devienne « déchet ». Les concierges ou d'autres acteurs locaux peuvent jouer un rôle de médiation. Il peut y avoir

aussi des collecteurs dans des ateliers de tri de type « ressourcerie », facilitant également un travail créatif sur les matériaux ou une transformation artisanale des objets de récupération. Des « artisans-formateurs » aux entrepreneurs sociaux, des expérimentations à l'écodéveloppement, le champ de l'innovation sociale n'attend pas tout des pouvoirs publics, mais il est important de créer les conditions favorables à cet essor et de lever les barrières qui le freinent.

## 2. Pour une carte d'activité régionale d'éco-développeur

Proposons ensuite la création de nouveaux statuts, liés à de nouveaux profils socioéconomiques, voire la mise en place de coopératives. Les biffins ne sont pas uniquement des personnes « pauvres », ce sont surtout des travailleurs du recyclage. Il ne s'agit pas pour autant de définir et d'imposer un cadre d'insertion professionnelle classique. Redéfinir les critères d'attribution d'une carte personnalisée du biffin, en séparant les critères d'activités économiques de la gestion territoriale du marché, permettrait de prendre en compte leur compétence dans une démarche participative de coréalisation d'un circuit économique. On comprendra qu'il ne s'agit pas simplement d'une carte de « vendeur », mais de

valider une expertise sur le cycle de l'objet, à l'échelle régionale qui favorise une mobilité. Déjà, cette étude révèle des ressources et des volontés, mais elle pourrait se poursuivre autrement pour identifier et valoriser des savoir-faire. Effectivement, les biffins ne pourront accéder à une autonomie et à une forme autogestionnaire, sans pouvoir, à un moment, faire valider leur compétence et leur capacité d'expertise. Cette démarche peut ensuite se concrétiser sous la forme d'un accompagnement par la formation pour les personnes qui le désirent (formation à divers métiers dont ceux de l'entreprise sociale, l'information sur des formes de recyclage ou sur des techniques de transformation des matériaux récupérés, etc.).

## 3. Pour une maîtrise d'usage de l'espace public

L'espace public local est « négociable ». Imaginer des dispositifs de concertation où sont négociés les différents usages de l'espace ne peut que favoriser une intelligence sociale collective et les échanges interdisciplinaires. L'espace marchand se place au cœur, en constituant la partie émergée du cycle de l'objet et son économie du recyclage, mais aussi par

extension avec la rue marchande comme outil d'un développement territorial (économique, social et culturel). La définition de nouveaux espaces marchands sur le territoire régional pourrait ainsi se faire en concertation, tout en respectant les logiques de mobilité. L'économie intégrée dont nous parlions est ainsi inséparable de la ville et de sa gouvernance.

## 4. Pour une innovation sociale par l'expérimentation

Il semble que nous soyons apparemment désarmés dès qu'il s'agit de réfléchir et travailler sur une dimension collective en termes de développement communautaire autonome et de comprendre le rôle des minorités actives. Cette approche nous contraindrait de traiter le social au-delà de cas individuels et d'aborder les dimensions d'une économie informelle, de forger de nouveaux outils méthodologiques adaptés à cette réalité et non pas à ce que nous aimerions qu'elle soit ; bref à adopter une approche plus pragmatique de type laboratoire social de recherche-action, de psychosociologie clinique et autres sciences de l'action et des pratiques

d'intervention (praxis). À ce titre, un rapprochement coopératif avec l'expérience sociale et scientifique de pays dits « émergeant », pour qui ce type de réalité est pris en compte couramment, serait sans doute pertinent. Cette démarche de recherche-action pourrait s'accompagner judicieusement par la création de pôles de ressources mettant en relation les différentes expériences et permettant aux principaux intéressés de développer de la stratégie économique. Enfin, il est indispensable d'élaborer des outils pour accompagner des expérimentations ensuite généralisables à partir de l'expérience.

## Conclusion

Ce qui nous paraît important de retenir à travers cette étude est déjà de s'appuyer sur les principaux acteurs de la biffe non comme des « personnes défavorisées » mais comme des « agents-recycleurs » dont les compétences méritent d'être validées. L'échelle régionale nous semble pertinente pour accorder une carte de « vendeur éco-développeur » et accompagner les parcours d'expérience. C'est ainsi tirer vers « le haut » l'ensemble du cycle, réintégrer la biffe dans l'économie du recyclage et les marchés biffins dans l'espace public par la responsabilisation de ses acteurs. Cela permettrait de basculer progressivement la « zone grise » de l'économie informelle vers un

statut plus adapté, d'accompagner ceux qui en ont besoin sur un plan social et de réguler les espaces marchands par des médiateurs territoriaux. Pour développer ce type de dispositif, il s'agit de former un véritable pôle de ressources, regroupant toutes les connaissances en la matière, susceptible de diffuser une information accessible à tous, de promouvoir des formations spécifiques en direction des acteurs concernés et accompagner/évaluer des expérimentations basées sur l'innovation sociale, susceptibles d'apporter des éléments de réponse en termes de services publics.